

Octobre 2023

A LA UNE !

En présence d'Aurore Bergé
Ministre des Solidarités et des Familles

Séance inaugurale de la nouvelle mandature du CNLE



Aurore Bergé, ministre des Solidarités et des Familles



Nicolas Duvoux, nouveau président du CNLE

Aurore Bergé, ministre des Solidarités et des Familles a ouvert la réunion plénière d'installation du CNLE, lors d'une séance organisée le 12 octobre 2023 à Paris qui acte le lancement de la nouvelle mandature pendant laquelle les membres du Conseil et du Comité scientifique du CNLE siégeront pour une durée de trois. Elle a fait part de l'honneur pour elle de s'exprimer devant les membres du Conseil National de la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion sociale (CNLE) et a indiqué son souhait de pouvoir bénéficier du soutien du CNLE, notamment afin de **suivre la réalisation du Pacte des solidarités**.

Dans son mot d'accueil, **Nicolas Duvoux**, nouveau président du CNLE a salué ses prédécesseurs anciens députés, **Fiona Lazaar** et **Étienne Pinte** pour le travail accompli au sein de l'instance, ainsi que **Jérôme Vignon**, ancien président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes), transformé en un comité scientifique permanent du CNLE. Il a également salué **Muriel Pucci**, nouvellement nommée présidente du Comité scientifique et les équipes du CNLE pour leur engagement et souhaité la bienvenue aux nouveaux membres et remercié les anciens, pour leur engagement au sein de l'instance. Il a ensuite rappelé les missions du CNLE et sa volonté de travailler dans le prolongement des orientations de la mandature précédente, « *en concertation avec les acteurs, en alliant la rigueur et l'objectivité scientifique et la prise en compte du vécu de l'expérience des personnes concernées par la pauvreté et l'exclusion sociale* ».

La matinée s'est poursuivie avec un témoignage croisé d'anciens et de nouveaux membres sur leur expérience de la participation au CNLE. Pour cette nouvelle mandature, **l'Outre-mer est représentée au sein de l'instance**, avec deux représentants de la Martinique. C'est une première pour le CNLE qui a souhaité, dans le cadre du renouvellement de son 5^e collège, avoir une diversité le plus large possible de profils, d'âges, de parcours, issus d'un maximum de régions françaises.

Ensuite, une présentation des **principaux axes du nouveau programme de travail et objectifs généraux** a été faite à partir desquels s'est engagée une discussion avec les membres de l'assemblée plénière. Il a été convenu que des contributions au programme de travail pourraient parvenir d'ici la fin du mois de novembre au secrétariat général du CNLE. Une présentation du programme de travail est prévue lors de la réunion plénière du 7 décembre prochain.

En clôture de cette séance inaugurale du nouveau CNLE, un calendrier prévisionnel des réunions plénières organisées en 2023 et au 1^{er} semestre 2024 a été communiqué aux participants.

ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES, NOTES...

LOGEMENT



Toits d'Abord : 10 années de production de logements pour les plus modestes

En 10 ans, la Fondation Abbé Pierre dans le cadre de son programme de *Toits d'Abord* a permis de loger dignement plus de 13 000 personnes parmi les plus modestes, partout en France, à travers la production de 6 200 logements énergétiquement performants.

Fondation Abbé Pierre. Étude.



Trêve hivernale : du 1er novembre 2023 au 31 mars 2024

Pendant cinq mois, un propriétaire ne peut pas expulser un locataire si les raisons concernent des loyers impayés, des nuisances ou encore le non-respect du règlement de copropriété. Cette mesure vise à protéger les personnes qui pourraient se retrouver sans abri cet hiver.

Service public. Communiqué.

PAUVRETÉ



La réduction de l'extrême pauvreté dans le monde est au point mort

Le Rapport sur *La pauvreté et la prospérité partagée* de la Banque mondiale dresse un premier état de lieux de la pauvreté dans le monde. Il en ressort que la pandémie de COVID-19 a fait basculer près de 70 millions de personnes dans l'extrême pauvreté en 2020, soit la plus forte augmentation en un an depuis 1990 et le début du suivi des chiffres de la pauvreté dans le monde. L'objectif d'élimination de l'extrême pauvreté dans le monde a peu de chances d'être atteint d'ici à 2030 en l'absence de taux de croissance record pendant le reste de cette décennie.

Banque mondiale. Rapport.



17 Novembre « Journée mondiale du refus de la misère »

Plus de 80 événements ont eu lieu partout en France pour la Journée mondiale du refus de la misère, sur le thème « *la dignité en action : rendons possible le travail décent pour toutes et tous.* »

ATD Quart Monde. Communiqué.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



Face à la hausse des prix de l'énergie, les Français contraints à la sobriété

Le sentiment de précarité énergétique a augmenté dans toutes les catégories sociales. Trois quarts des Français déclarent avoir limité leur consommation de chauffage. Cette sobriété a été principalement motivée par la nécessité économique. Pour les plus fragiles, la tension économique a pu se traduire par l'impossibilité d'honorer les factures de chauffage.

M.Bléhaut.P.Jauneau-Cottet. E.Lemaire. CREDOC. Note de synthèse n°37.

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE



Rénovation énergétique des bâtiments

La mission d'information de l'Assemblée nationale sur la rénovation énergétique des bâtiments a remis ses travaux devant les commissions des affaires économiques et du développement durable. Certaines des 47 propositions que contient le rapport pourraient s'inscrire dans la future loi de programmation *Énergie-Climat* également attendue d'ici la fin de l'année 2023. J.Laernoes. M.Meynier Millefert. Rapport d'information n°1700.



Les rénovations énergétiques aidées par MaPrimeRénov' entre 2020 et 2022

Cette publication analyse les rénovations énergétiques aidées par le dispositif *MaPrimeRénov'* sur la période 2020-2022 à destination des propriétaires occupants et des propriétaires bailleurs. En 2022, 666 000 logements ont engagé des travaux de rénovation énergétique avec l'une de ces aides pour des économies d'énergie conventionnelles.

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Étude.

POLITIQUES PUBLIQUES



Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) 2024

En prévoyant les dépenses sociales et de santé de l'année à venir, *Le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2024* (PLFSS) poursuit un double objectif : assurer la pérennité et la modernisation du modèle de protection sociale. Le budget du PLFSS 2024 s'élève à 640 milliards d'euros dont 252 milliards d'euros pour l'assurance maladie.

Ministère des Solidarités et des Familles. Dossier de presse.



Séminaire des directeurs et directrices des DREETS et DDETS

Le 19 octobre étaient réunis par le Secrétariat Général des Ministères Sociaux, les directeurs et directrices des Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) et des Directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETS-PP) pour leur séminaire semestriel. Cette journée clôturée par Olivier Dussopt - Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion a été l'occasion d'échanger sur les politiques publiques déployées au quotidien par ces services sur l'ensemble de notre territoire.

Stéphanie Cours. Secrétariat général des ministères sociaux.

MINIMA SOCIAUX



Le barème du RSA en pouvoir d'achat a augmenté de 9 % depuis 1990

L'édition 2023 de l'ouvrage « *Minima sociaux et prestations sociales* » publié par La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) propose des études sur le niveau de vie et les dépenses, les conditions de vie et de logement, la santé et les trajectoires des bénéficiaires de minima sociaux et de la prime d'activité. Les effets des prestations sociales sur la réduction de la pauvreté y sont aussi analysés.

DREES. Analyse.



[Pour une revalorisation anticipée des minima sociaux](#)

Les minima sociaux ont été revalorisés de 1,6% en avril 2023 alors que l'inflation devrait s'établir autour de 5% cette année. Cette note, soulignant que la perte de pouvoir d'achat des allocataires de minima sociaux pourrait faire basculer 200 000 personnes dans la pauvreté jusqu'à la revalorisation d'avril 2024. Noam Leandri. Pierre Madec Fondation Jean-Jaurès. Note.

SANTÉ



[Les dépenses de santé en 2022 - Édition 2023](#)

En France, le reflux progressif de l'épidémie de Covid-19 au cours de l'année 2022 conduit à un ralentissement des dépenses de santé mesurées par la dépense courante de santé au sens international (DCSi). En 2022, la DCSi ralentit fortement, +2,0 % après +9,9 %, en raison de la baisse des dépenses de lutte contre la crise sanitaire, qui atteignent 8,8 milliards d'euros en 2022 après 18,1 milliards en 2021. DREES. Analyse.

JEUNESSE, ÉDUCATION, SCOLARITÉ ET FORMATION



[Étude des parcours de rupture de cursus scolaire sans solution et de l'accompagnement des jeunes de l'obligation de formation](#)

Aujourd'hui, on recense 1,5 million de jeunes de 16 à 29 ans qui ne sont ni en étude, ni en formation, ni en emploi. Pour eux, le quotidien est jalonné de difficultés d'insertion professionnelle, d'autonomisation, d'entrée dans la vie adulte... Et si on parle beaucoup des 92000 adolescents qui décrochent avant d'avoir atteint le bac, on oublie trop souvent ceux qui décrochent avec le bac en poche. Chaque année, ce sont 97 000 jeunes en études supérieures qui abandonnent leur cursus. Fondation AlphaOmega. Étude.



[Le deuxième souffle de l'école inclusive. Une ambition à l'épreuve de la diversité des besoins](#)

Chaque année, l'école accueille un demi-million d'enfants en situation de handicap, soit plus de 4% de ses élèves. Comment préserver la dimension collective de l'école face aux demandes d'individualisation croissantes ? L'inclusion est souvent le catalyseur de toutes les difficultés de l'école. Mais, au-delà des difficultés, l'inclusion se révèle un formidable levier de transformation de l'école. VersLeHaut. Analyse.



[Parcours scolaires et insertion professionnelle : l'implacable effet de l'origine sociale](#)

De cette étude du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) ressort un constat sans appel : le niveau et le type de diplôme atteint, la rapidité d'insertion dans l'emploi, les caractéristiques de l'emploi occupé diffèrent toujours et encore selon le milieu social dans lequel on a grandi. Un panorama inédit des effets de l'origine sociale sur les parcours scolaires ainsi que sur leurs trajectoires d'insertion au cours des trois premières années de vie active. Gaëlle Dabet, Dominique Epiphane, Elsa Personnaz. Céreq. Étude n° 51.

SOLIDARITÉ



[Société du lien, Société de demain](#)

Alors que la crise sanitaire a mis en lumière les métiers du lien, ces travailleuses et travailleurs des secteurs social, médico-social et sanitaire qui ont été en première ligne, soulignant le caractère essentiel du care (prendre soin) dans notre société, les auteurs nous invitent, dans cette note à réfléchir à un nouveau contrat social qui fonderait une société du lien. Face à la multiplicité des transitions, ces professions principalement féminines occuperont une place encore plus déterminantes et devraient être enfin reconnues à leur juste valeur. Fondation Jean Jaurès. Note.

AIDANTS



[Journée nationale des aidants](#)

La journée nationale consacrée aux aidants a lieu le 6 octobre 2023. Le thème de cette année est « [Aidons les aidants à prendre soin d'eux](#) ». Découvrez les nombreux événements organisés partout en France. Cette journée est l'occasion pour les aidants de s'informer sur leurs droits et les aides existantes, d'échanger sur leurs difficultés, de partager des solutions. Service public de l'autonomie. Répertoire.

DIMENSION TERRITORIALE



[Pauvreté et territoires : davantage de jeunes et de locataires du parc social dans les grandes villes, plus de retraités parmi les pauvres dans le rural](#)

Six profils de ménages pauvres rendent compte de la pluralité des situations de pauvreté. Ils se différencient selon la situation vis-à-vis de l'emploi, l'âge et le statut d'occupation du logement. Ils résident tous en majorité dans l'urbain, avec des répartitions géographiques différentes sur le territoire. Mathilde Gerardin. Insee Première n° 1968. Analyse.



[Mal-logement dans la métropole de Nice](#)

Dans la Métropole Nice Côte d'Azur, près d'une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. En 2023, la Fondation Abbé Pierre a mené un travail exploratoire sur le territoire de la Métropole de Nice Côte d'Azur, afin d'y documenter pour la première fois la question du mal-logement. Fondation Abbé Pierre. Étude.

DIMENSION INTERNATIONALE



Journal officiel
de l'Union européenne

[Protéger les consommateurs vulnérables contre l'énergie chère et lutter contre la précarité énergétique](#)

A l'approche de l'hiver, la Commission européenne renforce son action pour protéger les consommateurs les plus précaires contre l'énergie chère. Avec l'adoption d'une nouvelle [recommandation](#) sur la précarité énergétique, elle affirme son engagement pour une transition énergétique juste et équitable pour tous.

Union européenne. Journal officiel.



Fragilité des comparaisons internationales en matière de logement

L'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) publie un rapport qui indique que les nombreuses comparaisons internationales portant sur le logement apparaissent fragiles, comportant aussi bien des erreurs factuelles que des failles méthodologiques, y compris s'agissant du montant des prélèvements et des aides. En conséquences, elles doivent être manipulées avec discernement.

Jacques Friggit. IGEDD. Rapport.



Réformes économiques 2023 : Objectif croissance

Dans *Objectif croissance 2023* sont mises en avant des recommandations spécifiques formulées à l'intention des pouvoirs publics des pays de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) destinées à poser les fondations d'une croissance plus forte, plus inclusive et durable.

OCDE. Ouvrage.

CINÉMA

franceinfo:culture

[BANDE-ANNONCE DU FILM](#)



L'appel de l'Abbé Pierre, du 1er février 1954

En 2024, on célébrera le 70^e anniversaire du terrible hiver 1954, resté dans les mémoires tant par la rudesse de ses températures que par l'engagement mené cette année-là par l'abbé Pierre. L'élan de mobilisation perdue toujours au XXI^e siècle, grâce au mouvement Emmaüs, et au devoir de mémoire dans lequel s'inscrit le film du réalisateur Frédéric Tellier. Présenté au Festival de Cannes 2023, hors de la sélection officielle, son biopic « *L'Abbé Pierre Une vie de combats* » sort le 8 novembre 2023 en salles. Benjamin Lavernhe, de la Comédie-Française, a été choisi pour incarner l'Abbé Pierre.

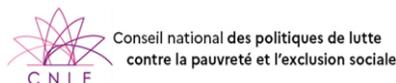
Fondation Abbé Pierre. Communiqué.

AGENDA DU CNLE

Calendrier prévisionnel des réunions du CNLE 2023-2024

Réunions plénières du CNLE	Réunions du Comité scientifique du CNLE
<ul style="list-style-type: none">▪ Jeudi 07 décembre 2023 9h30 à 12h30▪ Jeudi 07 mars 2024 14h30 à 17h30▪ jeudi 13 juin 2024 14h30 à 17h30	<ul style="list-style-type: none">▪ Mercredi 15 novembre 2023 14h - 17h▪ Mercredi 24 janvier 2024 14h - 17h

A propos du CNLE



Placé auprès du Premier ministre, [le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale \(CNLE\)](#) est une **instance représentative** des principaux décideurs et acteurs, institutionnels ou associatifs, impliqués dans la mise en œuvre des **politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**.

Le **Conseil du CNLE** est composé de **64 membres** répartis en cinq collèges : collège des élus et représentants de l'action sociale territoriale, collège des associations, collège des partenaires sociaux, collège des personnes qualifiées, collège des personnes concernées.

Le **Comité scientifique** est composé d'une **quarantaine de membres** : un collège d'universitaires et de chercheurs, des représentants de la statistique publique, des administrations concernées, du secteur associatif, des partenaires sociaux et de diverses institutions (OCDE, CASVP, UNCCAS, Conseils départementaux, CNAF, Injep, ODENORE, etc...). Il est enrichi de la participation des personnes en situation sociale précaire (5^{ème} collège).

Le **Secrétariat général** est assuré par la Direction générale de la cohésion sociale (**DGCS**). Il assure le fonctionnement et la coordination des travaux du CNLE. À ce titre, il prépare les réunions et y participe, propose un accompagnement méthodologique, organise des groupes de travail et assiste les membres pour les questions relatives à leur mandat. Il assiste la présidence du CNLE dans sa mission et assure une fonction de veille, sur les champs concernant ses compétences.

La newsletter du CNLE

La [Newsletter du CNLE](#) constitue un outil de communication à l'attention des membres du CNLE, des acteurs publics, privés et associatifs, des chercheurs et des institutionnels qui permet à chacun d'être informé sur l'actualité du CNLE et de prendre connaissance d'études, rapports, publications et communiqués de presse qui concernent le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Cette publication est aussi, pour les membres du CNLE un moyen de faire connaître leurs travaux. Si vous souhaitez nous signaler la parution d'études et de rapports sur les sujets abordés au CNLE n'hésitez pas à nous les transmettre pour qu'ils soient partagés par tous. N'hésitez pas également à nous faire part de vos commentaires et suggestions.

Les travaux et études qui n'ont pas été recensés par le CNLE, ainsi que les demandes d'abonnement à nos publications, peuvent être transmis par courriel à la boîte fonctionnelle du Secrétariat général à l'adresse suivante :

dgcs-secr-cnle@social.gouv.fr

CONTACT :

Retrouvez nous sur le site Internet : [CNLE](#)

[Le CNLE est sur LinkedIn](#)

Fatima Guémiah - Collaboratrice extérieure - Tél : 06 62 04 42 24